Déclaration (Algérie) : pour la défense des libertés démocratiques et syndicales ! Non au référendum et à la constitution de Tebboune ! Pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine !

lundi 28 septembre 2020, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2020).

Continuité du régime.

Contrairement à la propagande du pouvoir de fait, issu de la mascarade du 12 décembre 2019, la continuité du régime est éclatante. Ni ses envolées populistes contre la corruption et la « 3issaba », ni sa tentative de s'approprier le Hirak, qualifié à l'occasion de « moubarek », n'ont changé d'un iota sa nature de classe libérale oligarchique, autoritaire et anti sociale. Elles n'ont pas atténué non plus son déficit chronique de légitimité.

Mais, la crise latente du régime, que le 5ème mandat avait aiguisée et le Hirak populaire avait approfondie, a permis une réorganisation du pouvoir autour de l'armée. Le retour fracassant de l'Etat-major au centre de la décision politique, après sa relative « marginalisation » au lendemain de la défaite de son poulain à la présidentielle de 2004, est le fait le plus marquant de l'évolution de la crise du régime.

Contre la soumission aux intérêts des puissances étrangères !

Cette continuité du régime est aussi éclatante dans ses rapports de soumission aux puissances étrangères impérialistes. Leur soutien au régime ainsi que leurs satisfécits sont bien monnayés. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler les cadeaux offerts aux multinationales dans la nouvelle loi sur les hydrocarbures ou l'abandon des dispositions souverainistes et protectionnistes telle la règle 51/49%, etc. Sur le plan militaire, il faut rappeler aussi la constitutionnalisation en marche de la possibilité d'intervention de l'ANP dans d'autres pays ou sa participation toute récente aux dernières manœuvres militaires de l'OTAN en méditerranée.

Une constitution au service du régime.

Profitant de l'irruption du Covid-19, qui avait contraint le Hirak populaire à une longue pause, le pouvoir de fait s'est installé dans une démarche de passage en force permanent. En effet, sa nouvelle constitution, élaborée sans la moindre participation démocratique du peuple algérien, fera l'objet le 1^{er} novembre prochain d'un simulacre de référendum. Il s'agit, comme auparavant sous le pouvoir corrompu et autoritaire de Bouteflika, de simuler un plébiscite populaire dans l'espoir d'attribuer quelque légitimité à Tebboune et à la haute hiérarchie militaire qui l'a désigné. Mais, quelle légitimité peut apporter un tel référendum lorsque le peuple algérien est soumis au couvre-feu et que les libertés démocratiques sont violées et muselées ? Quel crédit peut-on lui accorder lorsque les médias publics et privés sont fermés au débat libre et contradictoire ? De quelle « liberté de choix du peuple algérien » pourra-t-on se prévaloir lorsque se multiplient les arrestations et les

condamnations de jeunes activistes du Hirak, de militants politiques et syndicaux, de journalistes et de simples blogueurs ?

Non, la constitution n'est ni une affaire de commission d'experts, ni un sujet de débat à sens unique entre des « douktours » en droit constitutionnel comme on veut nous l'imposer. La constitution n'est pas une question technique. C'est une question éminemment politique qui doit être discutée en toute liberté par tout le peuple algérien. Toutes les sensibilités politiques et tous les courants d'opinion, qui traversent notre peuple, doivent pouvoir exprimer librement et équitablement leurs avis dans les médias et exposer leurs idées devant le peuple sans aucune contrainte.

Le PST rejette sans équivoque ce prétendu référendum du 1^{er} novembre prochain et appelle à l'élection démocratique d'une ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE et représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurs, des femmes, des jeunes et des masses populaires de notre pays. C'est à cette assemblée constituante élue démocratiquement, après un débat national libre dans un contexte où toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques sont levées, que reviendra la mission d'écrire notre constitution. Elle sera présentée ensuite à l'expression référendaire démocratique du peuple algérien.

Tebboune est au service des patrons privés !

Sur un autre plan, c'est dans ce même contexte marqué par le Covid-19, et ses lourdes conséquences économiques et sociales sur les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants et les masses populaires en général, que Tebboune et son gouvernement décident d'octroyer l'équivalent de 20 Milliards de dollars, soit 1900 milliards de dinars de financement publics, aux patrons privés en guise d'investissements...privés pour l'année en cours. Au même moment, après l'insignifiante et misérable augmentation du SNMG de 2000 DA, plus de 500 000 travailleurs et travailleuses ont perdu leurs emplois sans aucune indemnisation. Bien entendu, ce chiffre serait beaucoup plus important si on comptabilise les travailleurs et les travailleuses qui se sont retrouvés du jour au lendemain contraints, par ces mêmes patrons, au chômage technique ou forcés à prendre un congé sans solde. Mais, à ce sujet, Tebboune et son gouvernement laissent ces mêmes patrons licencier et piétiner les quelques dispositions de lois relatives au droit syndical ainsi que les décisions de justice favorables aux travailleurs. A ce titre, l'exemple de Cevital, où son patron licencie à tour de bras par centaines les travailleurs de Numilog à Béjaia ou de Smaha-Brandt à Sétif, qui ne voulaient pourtant qu'installer une section syndicale, est édifiant quant aux velléités esclavagistes du secteur privé « productif » dans notre pays et de ses protecteurs politiques.

Construisons l'unité d'action et la convergence des luttes démocratiques et sociales !

Pour la défense des libertés démocratiques !

Halte à la répression et aux arrestations !

Exigeons la libération de tous les détenus politiques !

Solidarisons-nous avec les luttes des travailleurs et avec la résistance populaire !

Imposons dans le secteur privé et partout ailleurs le respect des libertés syndicales !

Non au référendum constitutionnel anti-démocratique du 1^{er} novembre prochain !

Pour l'élection d'une Assemblée Constituante Souveraine !

La Direction Nationale, Parti socialiste des travailleurs d'Algérie (PST).

Le 19 septembre 2020.

P.-S.

•

<https://www.pst-algerie.org/pour-la-defense-des-libertes-democratiques-et-syndicales-non-au-referendum-et-a-la-constitution-de-tebboune-pour-lelection-dune-a/>